

Echos des mobilisations (17 mars)

Bouches-du-Rhône



Aujourd'hui, nous étions aux côtés des lycéens en grève, déterminés à obtenir l'annulation des suppressions d'heures dans leur DGH. Plusieurs centaines d'entre eux ont battu le pavé, soutenus par les organisations syndicales, dont le SNFOLC13, pour faire entendre leurs revendications.

Une dizaine d'établissements étaient représentés (lycée Mandela, Diderot, Montgrand, Saint Charles, Marcel Pagnol,

Victor Hugo, Les Remparts, Artaud, la cité internationale) ainsi que plusieurs collèges (Lakanal, Les Caillols, Yves Montand) et des lycées non directement touchés par des baisses de DGH, venus renforcer la mobilisation dans un esprit de solidarité. (lycées Saint Exupéry, Simone Veil).

Nous avons ensuite été reçus à la DSDEN par le secrétaire général, la cheffe de cabinet du DASEN et le chef de la division des moyens. Alors que la délégation devait être limitée à cinq, nous avons imposé la présence d'un représentant élève syndiqué au MNL et d'un représentant des parents MPE13. Le SNFOLC 13 y était pleinement à sa place : nous portons les revendications des élèves, des parents et des personnels, qui sont indissociables.

Face à nous, une administration qui écoute... mais ne répond pas. Elle a pris note et renvoie au recteur : rien de concret à ce stade. Cela confirme une chose : seule la mobilisation permettra d'arracher satisfaction.

À 14h, une assemblée générale à la Bourse du travail, réunissant largement les personnels et les élèves mobilisés, a voté à l'unanimité la poursuite du mouvement. Elle appelle à amplifier la mobilisation en s'inscrivant pleinement dans la grève intersyndicale du 26 mars.

Plus que jamais, il faut élargir et durcir le rapport de force. Nous appelons toutes et tous nos syndiqués à rester mobilisés, à soutenir activement les actions locales et à exiger des réponses concrètes et immédiates.



Puy-de-Dôme



Ce mardi 17 mars a marqué le début de la mobilisation et de la résistance contre les fermetures de classes et de postes dans le Puy de Dôme.

Plus de 200 personnes (profs, parents, lycéens...) ont manifesté ce matin dans les rues de Thiers au départ du lycée Montdory, en direction de la sous-préfecture et de la place centrale, à l'appel de

l'intersyndicale départementale. Les personnels du lycée Montdory ont été rejoints par les collègues des lycées et collèges environnants (Jean Zay, Germaine Tillion, Audembron, Maringues, ...). Partout, le constat est le même : des fermetures de classes, des classes surchargées, des collèges dits en progrès sans moyens supplémentaires, des postes partagés encore plus nombreux... La colère était palpable dans la fraternité du combat de résistance.

De l'argent pour l'Ecole, pas pour la guerre ! De l'argent pour notre jeunesse, pas pour l'armement ! De l'argent pour l'avenir de la jeunesse ! Voilà les mots d'ordre qui ont circulé !

En fin d'après-midi, les personnels et les lycéens du lycée Montdory se sont retrouvés devant le Rectorat de Clermont-Ferrand où une audience avait été sollicitée. (...) Le rectorat, à l'image du ministre Geffray, joue la montre, joue avec les personnels... et attend leur épuisement arguant du fait que tout sera ajusté en juin. Loin d'être défaits, les personnels et les lycéens ont décidé de poursuivre le combat et de porter dans la durée leurs revendications jusqu'à satisfaction.

(...) A l'issue du résultat des élections municipales, le 23 mars, une nouvelle salve de mauvaises nouvelles va tomber : l'officialisation des fermetures de classes en collège et dans le 1er degré. Le Ministère profite de la réserve électorale qu'il instrumentalise pour camoufler les informations et agir vite.

C'est pourquoi, le **mardi 24 mars à 13h30, FO, avec l'intersyndicale départementale, appelle à un vaste rassemblement devant le Rectorat lors du Comité Social d'Administration (CSA) académique** pour porter les revendications et faire reculer le rectorat sur les mesures d'austérité annoncées.



Ce qui se passe sur le bassin de Thiers peut s'étendre à tout le département !

Rhône

A 13h aujourd'hui étaient rassemblés une centaine de personnels de 5 lycées pour demander des heures, des moyens, des recrutements : SEMBAT-SEGUIN et BREL (Vénissieux), DOISNEAU (Vaulx), CASARES (Rollieux), BROSSOLETTE (Villeurbanne).

Leurs cahiers de revendications seront portés à la rectrice par FO en CSA demain 18 mars et mardi 24 mars !

Jeudi 19 mars, la Martinière Duchère se rassemblera à 10h30 devant le rectorat, avant le rassemblement à 11h pour la manifestation sur l'inclusion qui partira en direction de l'ARS du 3e.



Vaucluse

18 La Marseillaise / samedi 14 et dimanche 15 mars 2026

ACTUALITÉ LOCALE

Les profs remplaçants contre le regroupement

VAUCLUSE

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant la direction académique de Vaucluse ce vendredi 13 mars. Ils refusent le projet de mutualiser les zones de remplacement des enseignants du premier degré sur le département, estimant que ça dégraderait encore plus les conditions de travail.

Le soleil pointait tout juste le bout de ses rayons ce vendredi 13 mars qu'une centaine de personnes se sont rassemblées devant la direction académique de Vaucluse. Ils manifestaient à l'appel d'une intersyndicale constituée de l'Unsa, de la CGT Educ'action,

du Snudi FO et de la FSU contre le projet de « départementalisation du remplacement » dans le premier degré.

Car aujourd'hui, les enseignants remplaçants sont répartis par circonscription. Mais une réforme portée au niveau national souhaite mettre en place en Vaucluse une fusion des titulaires remplaçants (TR), qui interviennent sur des remplacements plutôt courts au sein d'une zone précise et sont rattachés à une école, et des brigades départementales. Ce qui conduit à un remplacement possible dans n'importe quel établissement de Vaucluse à partir de la rentrée de septembre 2026 en l'état. À l'image de Nicolas Jousset, remplaçant TR. « Je suis dans une zone réduite car souvent, on m'appelle le matin même pour remplacer une absence. Je connais les écoles, les classes, les équipes et c'est bien mieux pour les enfants que si j'arrive dans une ville et un établissement que je ne connais pas », explique-t-il. Et de rajou-

ter « que si on est amené à faire de la distance, on va accumuler de la fatigue, ce qui aura des conséquences sur notre vie personnelle aussi ». « Comment feront les collègues pour aller chercher leurs propres enfants s'ils ont une heure de route ? », s'interroge Tanguy Langlet, secrétaire départemental de Force ouvrière Enseignement. « C'est la souffrance au travail qui augmente. Les gens vont craquer les uns après les autres si on met ce système en place », ajoute Mélanie Saïsse, cosecraire à la CGT Educ'action.

Plus de postes

Devant les manifestants, les différents responsables syndicaux ont successivement pris la parole pour évoquer les revendications avant d'aller à la rencontre de la direction académique dans la matinée. Parmi lesquelles le maintien des titulaires remplaçants dans une circonscription précise. « Rien n'oblige réglementairement le directeur académique à ne faire



Les syndicats estiment qu'il faut créer au moins 50 postes supplémentaires. PHOTO M.S.

qu'une seule zone de remplacement », assurent les syndicats.

Mais aussi la création de postes de remplaçants. Car il en manque cruellement sur le territoire, comme dans le reste de la France. Les syndicats estiment qu'en Vaucluse, il manque 50 remplaçants dans le premier degré. « On nous fait croire que cette réforme va résoudre la crise du remplacement. Mais

elle vise avant tout à accroître la flexibilité et réaliser des économies budgétaires », assure la CGT Educ'action. « Elle a déjà été mise en place dans le Gard et ça n'a aucunement résolu les problèmes », insiste Tanguy Langlet. Contactée par La Marseillaise, la direction académique de Vaucluse n'a pas répondu à nos sollicitations. **Mack Salman**

Ille-et-Vilaine

Dans le 35, au lendemain de la montée à Paris du 10 mars, la mobilisation s'est poursuivie le jeudi 12 mars, avec le collège Saint Jacques de la Lande : 80% des professeurs étaient grévistes, vie scolaire fermée. Le chef d'établissement n'a eu d'autre choix que de fermer le collège l'après-midi.

Les collègues réclament l'annulation des fermetures de classe, des effectifs moins élevés dans les classes, et le recrutement d'aesh. Un rassemblement a eu lieu sur le temps du midi devant la dsden 35. Le SNFOLC 35 était présent pour soutenir les personnels, comme nous l'avions déjà fait le 10 mars au ministère en portant leur cahier de revendications et le courrier de l'APE au ministre lui-même (courrier rédigé en réponse à la lettre du ministre aux parents).

Dès le lendemain de cette journée importante de grève, vendredi 13 mars, une opération collège vide a été menée par les parents d'élèves au collège de St Jacques.

Les personnels du collège se sont réunis vendredi en AG pour acter la reconduction de la grève dès le jeudi 19 mars, à l'appel de l'intersyndicale 35 FO, CGT, SUD, CFDT, FSU, ainsi que la participation à l'assemblée générale qui se tiendra dans la foulée de la manifestation du 19 mars, pour discuter des moyens de reconduire la grève.

Paris

Devant le lycée Voltaire, rassemblement contre la guerre mardi 17 mars

